

L'économie solidaire : un enjeu de société

appel publié dans "Le Monde" du 30 mai 2000

Au moment où l'économie solidaire fait brusquement irruption sur la scène médiatique à travers la création d'un secrétariat d'Etat, la question de son contenu se pose évidemment. La réalité de l'économie solidaire aujourd'hui, c'est avant tout une pluralité de citoyens impliqués dans des actions économiques .



Une logique de projets

- Des locataires qui s'organisent pour maintenir ou réhabiliter l'habitat de leurs cités, animer des territoires à fort risque de désertification, refaire vivre le petit commerce (régies de quartier, restaurants d'insertion....) en partenariat avec des organismes HLM et des collectivités locales.
- Des jeunes qui décident de monter et de faire vivre des lieux artistiques (studios de répétition, cafés musique,...)
- Des chômeurs qui se mobilisent pour faire valoir leurs droits et créer ensemble des emplois,
- Des salariés qui se regroupent pour sauver leurs entreprises, pour faire vivre des tissus locaux de petite et moyenne entreprises,
- Des familles qui collaborent avec des aides à domicile pour permettre à un parent âgé de continuer à vivre chez soi malgré une perte d'autonomie,
- Des parents qui s'organisent pour créer et gérer avec des professionnels des lieux de garde d'enfants qui font défaut dans leur quartier.
- Des habitants de zones rurales qui veulent faire revivre leur territoire en mettant en place des unités d'activités multi services,
- Des consommateurs soucieux de la qualité et des conditions sociales et écologiques de production des produits qu'ils achètent, qui créent des filières et labels commerciaux appropriés (commerce équitable et magasins biologiques,...),
- Des épargnants qui mutualisent une partie de leurs ressources en vue de l'orienter vers des activités socialement utiles et de financer des projets de chômeurs ou petits entrepreneurs qui n'ont pas accès aux crédits bancaires classiques (épargne et crédit solidaires).



Des démarches collectives pour un développement durable

Ce qui leur est commun, c'est de s'inscrire dans des démarches collectives et participatives , ancrées sur un territoire, pour prendre en charge des questions non résolues par le marché ou l'Etat. Il s'agit de promouvoir d'autres manières de créer et distribuer des richesses qui ne relèvent ni d'une logique commerciale, ni d'une logique administrative.

En France, comme en Europe ou dans d'autres continents, le projet d'économie solidaire formulé dès le dix neuvième siècle, puis progressivement oublié, a été réactualisé par divers courants complémentaires qui ont agi en faveur de nouveaux rapports au travail, aux services et au développement. Dès les années 1970, la critique du travail parcellisé et la montée d'aspirations à l'autonomie ont engendré de nombreuses revendications convergeant autour de l'idée de travailler

autrement.

Ces actions, soucieuses de la qualité de la vie et du travail ont logiquement rencontré celles qui plaident pour un développement durable, l'économie solidaire ne s'est pas contentée d'une critique des dégâts du progrès, elle a aussi participé à l'émergence de nouvelles formes de développement local, plus respectueuses de l'environnement et plus soucieuses d'un usage raisonné des ressources du territoire.

Ces dernières années, l'économie solidaire a aussi croisé la question de l'exclusion. Une seconde vague d'initiatives en est issue, plus centrée sur la création d'emplois pour des personnes qui en étaient dépourvues. Mais l'approche est restée originale, elle ne considère pas ces publics en difficulté comme des " bénéficiaires " de politiques publiques mais comme les acteurs de leur propre devenir. D'où l'accent mis sur l'auto-organisation , la recherche d'emplois stables, la " mutualisation " entre expériences et l'accès à des financements solidaires et pérennes, l'interaction des initiatives avec leur environnement.

Toutes ces actions collectives ont pour trait commun le combat en faveur d'**un droit à l'initiative pour tous**.

L'inscription de l'économie solidaire dans la mondialisation

Ces tentatives pourraient toutefois apparaître comme dérisoires au regard de la globalisation de l'économie si elles ne s'articulaient avec d'autres qui, sur la planète, oeuvrent pour une autre mondialisation. Bien avant Seattle qui a symbolisé la prise de parole d'une société civile internationale, dès 1997, des représentants du Nord et du Sud venus de trente pays s'étaient rencontrés à Lima pour reconnaître " vivre sous un modèle hégémonique de développement qui, au Sud comme au Nord, produit destruction, pauvreté, exclusion sociale et politique, chômage, etc... Ce modèle ne reconnaît pas comme légitimes les activités indispensables à la vie en société et menace l'avenir de la planète.. " et affirmer leur engagement " dans un processus de construction d'une économie solidaire qui remet en question la conception selon laquelle les besoins humains pourraient être satisfaits par le seul marché et ses prétendues lois naturelles ".

Le commerce équitable constitue à cet égard un exemple révélateur. Il vise à améliorer le sort des producteurs du Sud en créant des débouchés pour leurs produits auprès des consommateurs du Nord, tout en sensibilisant l'opinion publique et les responsables politiques aux injustices des règles du commerce international.

Certes le chemin est encore long mais l'objectif est clair : contribuer à la prise de conscience de la nécessité d'une régulation du marché international.

Une aventure à poursuivre

Au total, l'économie solidaire n'a rien d'une solution magique. Sa perspective politique pourrait être, plus modestement, de contribuer à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens.

Les acteurs qui participent , jusqu'à présent, à sa construction sur le terrain se trouvent en butte à de nombreuses rigidités ; ils attendent de l'espace pour les projets et des conditions facilitées pour leur épanouissement.

Les mouvements de l'économie solidaire, rassemblés en particulier au sein de l'inter réseaux de l'économie solidaire (IRES) souhaitent ainsi débattre d'une autre relation entre société civile et Etat, qui soit en mesure de consolider une économie plurielle.

Pour que l'économie de demain se recentre sur l'homme , il emporte en effet qu'elle admette plusieurs composantes et qu'elle permette de répondre à des demandes sociales insatisfaites ou mal satisfaites en articulant services marchands, action collective de citoyens et intervention publique. Ce nouveau croisement entre des ressources et des registres d'action trop longtemps séparés est décisive pour notre avenir.

Inter Réseaux de l'Economie Solidaire (IRES)
civilites@infonie.fr

ADEL, ADSP, Artisans du Monde, Biocoop, CCSC, Fédération des Cigales, CIVILITES, CNLRQ, CRIDA, Economie et Humanisme, Fonda Rhône-Alpes, GIEPP, MB2, MDS, MRJC, OPALE, Peuples Solidaires, PROGRES Réseau de la Citoyenneté Sociale, Terre des Hommes France, Membres associé